

Augmentation généralisée des salaires

Régulièrement le rapport d'Oxfam montre le creusement des inégalités entre les détenteurs du capital et les travailleurs et travailleuses qui valorisent ce capital. Et la progression de ces inégalités ont même atteint un record pendant les 19 derniers mois de pandémie. La richesse cumulée par les plus grandes fortunes a bondi plus pendant cette période que pendant la dernière décennie !

Dans les secteurs d'activité de notre branche la croissance d'activité a été non seulement maintenue, mais la croissance des marges des entreprises a même largement augmenté ! Tout cela parce que plus de rentabilité a été demandée aux salarié·e·s, les locaux de travail ont été troqués contre le travail à domicile et l'argent public a coulé à flots. Les factures augmentent, les salaires stagnent, les actionnaires se remplissent les poches.

L'argent nécessaire à vivre dignement, à régler ses factures, mais aussi à financer les retraites, la santé de toutes et tous, le bon fonctionnement des hôpitaux et des universités, des services publics vient de nos salaires. Il vient de la richesse créée par nos activités dans nos entreprises, et il doit nous revenir !

Augmenter les salaires c'est montrer que nos qualifications, nos expertises et nos savoir-faire, autant que notre engagement pour faire en sorte que « ça marche » malgré les difficultés, sont reconnus.

Si les entreprises refusent d'augmenter les salaires c'est surtout car dans la logique capitaliste qui est la leur, il est impensable que leur part de gâteau se partage avec les salarié·e·s. Ce serait accepter de perdre le pouvoir qui leur a été octroyé depuis trop longtemps. Le pouvoir de décider qui a le droit de travailler, le pouvoir de décider quelles politiques publiques doivent être menées.

Depuis des dizaines d'années le coût du capital n'a fait qu'augmenter par le poids de la rémunération du capital et par les baisses d'imposition. S'ajoute à ce coût pour nous, la pression mise sur les salarié·e·s tenu·e·s de faire plus, avec moins, et plus vite. Nous subissons aussi la pression de plus en plus contraignante d'investisseurs qui n'accordent aucune loyauté envers le projet humain, social, écologique et solidaire que devrait être une entreprise. Il y a aussi la volonté assumée d'assécher les ressources de la protection sociale et des services publics à destination de tous et toutes.

L'augmentation des salaires, ne peut se mesurer que par l'augmentation du salaire brut. Ne nous laissons pas leurrer par les tenant·e·s d'une augmentation du pouvoir d'achat via la baisse des cotisations (*insidieusement nommées « charges »*) ou les primes au « mérite ».

Pour cette augmentation en trompe-l'œil l'entreprise ne vous paie pas plus, mais comme le salaire ne finance plus la solidarité nationale, c'est chacun qui doit se débrouiller pour se soigner.

Ne nous laissons pas non plus bernier par des primes qui ne seront jamais l'équivalent d'un vrai salaire. Les primes sont versées au compte-goutte, bien souvent défiscalisées et sans cotisation, donc sans permettre de soigner ni de prendre en charge nos aîné·e·s, peuvent être retirées à tout moment et se limitent au bon vouloir de directions qui conservent par là leur pouvoir.

Enfin l'intéressement et la participation ne concernent que très peu de salarié·e·s et servent surtout le monde de la finance car les sommes restent le plus souvent dans l'épargne d'entreprise. C'est pourquoi il est absolument nécessaire de lutter collectivement pour obtenir des augmentations généralisées des salaires bruts !